

# Politique. Le président du conseil départemental était hier à Saint-Lô

## "L'Etat doit renouer avec les territoires"

Hier, lors d'un traditionnel petit déjeuner de presse de rentrée, le président du conseil départemental, Jean Morin, a abordé plusieurs sujets sur fond de contexte budgétaire national très tendu.

### La rentrée des collègues

Les 70 collèges publics (52) et privés (18) de la Manche s'apprêtent à accueillir cette année 22238 jeunes, soit trois de moins que l'année dernière. Les établissements publics à eux seuls auront un effectif de 16285 élèves (166 de moins). « Nous pouvons considérer qu'il y a pour cette rentrée une quasi-stabilité. La dynamique que connaît notre département fait que son attractivité ne porte pas seulement sur des jeunes retraités, mais aussi sur des jeunes couples avec enfant (s) », traduit Jean Morin.

« Cela ne doit toutefois pas nous laisser sans nous interroger sur l'avenir de certains collèges. À quel moment doit-on envisager une fermeture? Je ne suis pas personnellement pour les chiffres *guillotine*, et je pense qu'il faut pousser la démarche d'accompagnement, avoir une vision globale. L'observatoire des dynamiques rurales est fait pour ça », ajoute le président du Département.

### L'Aval du Futur

Pas une conversation avec un élu de la Manche sans que l'Aval du Futur ne vienne à un moment donné sur le tapis. Même s'il reconnaît humblement ne pas avoir connaissance à ce stade du nombre d'emplois supplémentaires (10 000?) que le projet d'Orano pourrait drainer, Jean Morin le martèle, « nous entendons pleinement jouer notre rôle ».

« Le Département, c'est aussi l'aménagement du territoire, la cohérence territoriale. Nous siégeons notamment au comité stratégique, nous participons aux comités de pilotage, il y a plusieurs sujets à voir, l'habitat (il faudra du logement mais aussi de l'espace), les routes, les transports, et à ce titre je demande à l'État de veiller à ce que nous ayons une vraie liaison Paris-Cherbourg et pas une liaison Paris-Caen et éventuellement Cherbourg... »

ans-Cherbourg et pas une liaison ans-Caen et éventuellement Cherbourg... ».

## Les routes

Aval du Futur, toujours : « Le contournement sud-ouest doit bien sûr se faire, a fortiori maintenant que ce projet arrive. Certes, des cars sont prévus (plus de 250) pour transporter les salariés, mais on ne peut pas décentement leur offrir des chasses pour les faire circuler ! », juge le président du conseil départemental. Lequel rappelle que le vote définitif sur le tracé aura lieu le 12 décembre après un dernier comité de pilage le mois précédent.

Parallèlement aux scénarios *officiels*, l'opposition départementale a réalisé un projet alternatif sous le nom évocateur de SO'briété. « J'ai accepté de l'étudier, mais entre un projet à deux dimensions, qui part d'une carte, et un projet à trois dimensions, qui tient compte des courbes de niveau, il y a un grand pas... »

## Le contournement sud-ouest doit bien sûr se faire.

Plus au sud, la concertation sur l'axe Granville-Avranches prendra fin bientôt. Démarrée le 23 juin, elle se clôturera le 22 septembre. « J'ai rencontré les habitants de deux hameaux très impactés par la circulation, je dois dire que cette visite a été capitale, ils m'ont touché. Il est nécessaire pour leur cadre de vie que l'évitement de ces zones soit fait. Il y a l'aspect environnemental, mais l'aspect humain est également indispensable ! C'est le sens de la lettre que nous avons envoyée au ministre des Transports Philippe Tabarot », explique Jean Morin.

Pour ce qui concerne un autre axe majeur dans la Manche, la RN13, il ne peut que constater comme tout le monde la lenteur de la sécurisation du tronçon entre Cherbourg et Valognes. « Cette histoire-là, cela fait quand même en tout plus de trente ans que ça dure ! Pour l'instant, la vitesse est limitée à 90 km/heure, le préfet a eu raison de prendre cette décision tant que les travaux ne sont pas faits, mais il va être temps, avec les projets importants dans les tuyaux, de se doter d'une voie circulante efficace et rapide, avec un retour aux 110 km/heure. Le Département a accepté de participer à cette sécurisation, mais les 5 millions que nous avons engagés, nous les verserons après les travaux attendus. »

## Le contexte national

« L'heure est grave, il faut dire les choses, nous avons un État en quasi-faillite. Ce n'est pas pour autant qu'on ne peut rien faire. Je pense qu'il faut aller vers un harmonieux partage de la part qui sera demandée aux uns et aux autres », déclare Jean Morin, alors qu'au début de la semaine, le Premier ministre François Bayrou a annoncé une session extraordinaire de l'Assemblée nationale, le 8 septembre, pour demander un vote de confiance.

## L'heure est grave, il faut dire les choses, nous avons un État en quasi-faillite.

« Dans la situation dans laquelle nous sommes, il faut éviter de taper sur les territoires ruraux, et je pense par exemple que les mesures annoncées (la baisse des remises commerciales sur les médicaments génériques) pour les pharmacies ne sont pas du tout un bon signal en ce moment. Si on veut restaurer (un peu) la confiance des Français, il faut vraiment que les pouvoirs publics se rendent davantage compte des effets des politiques nationales sur les territoires, il est temps que l'État renoue avec ces derniers. »

## Le budget du Département

« Il est facile de charger les collectivités, mais cette année encore, l'État est à lui seul responsable de 5,2% du déficit budgétaire (sur près de 6%), alors que celles-ci ne représentent que 0,2% », souffle [Jean Morin](#). Il souligne dans la foulée que ce sont les départements qui ont été amenés à consentir le plus d'efforts.

## Il nous faut chercher les moindres pistes d'économies, c'est du ciselé!

Dans la [Manche](#), les dépenses ont augmenté de 6,4%, alors que les recettes n'affichent une hausse que de 0,6%. « Un déséquilibre flagrant », observe le président, dont il a fallu tenir compte pour bâtir un budget. « Compte tenu du contexte, nous avons voté celui-ci seulement en avril, et nous allons certainement reprendre le même fil la prochaine fois, par prudence. Malgré des marges de manœuvre réduites, nous allons pouvoir réaliser les investissements (autour de 95 millions d'euros) inscrits au budget primitif. De même que nous estimons que l'aide aux personnes en difficulté doit rester à son niveau (le champ social représente 60% du budget du Département, NDLR). Il nous faut chercher les moindres pistes d'économies, c'est du ciselé! »

Corinne GALLIER

